

Pierre-Marie Belbenoit-Avich

Bibliothèque de l'Université de Lyon I

LE SOLEIL SE LÈVE-T-IL À L'EST ?

RÉFLEXIONS SUR LA SITUATION DES BIBLIOTHÈQUES BIOMÉDICALES DANS LES PAYS DE L'EST

L'ACTION entreprise par l'Association européenne pour l'information et les bibliothèques de santé (AEIBS, European Association of Health Information and Libraries) envers les pays dits de l'Est dans le domaine biomédical a fait découvrir qu'il n'existe pas une Europe de l'Est monolithique mais, au contraire, des pays situés, bibliothéconomiquement parlant, à des niveaux distincts.

En effet, si certains – comme la Slovénie – offrent à leurs utilisateurs des outils hautement performants et que nous pouvons envier, d'autres, comme la Tchécoslovaquie, la Pologne et, à un degré plus important, la Hongrie, sont très en retrait, – d'autres enfin, comme la Bulgarie,

l'Albanie, la Roumanie pour ne pas parler de l'ancienne URSS, sont confrontés à des difficultés nombreuses.

Cette étude ne se veut pas exhaustive. Elle ne cherche pas à recenser tous les problèmes, elle ne veut certainement pas être un catalogue de solutions. Il s'agit uniquement d'une réflexion sur un sujet en constante

évolution, du reste essentiellement à cause de l'aide internationale et des impératifs économiques majeurs qui la sous-tendent.

Un écheveau de difficultés

Les problèmes des bibliothécaires de ces pays sont de nature très variée, économiques, bibliothéconomiques, administratifs, politiques et ils concernent aussi – et ce ne sont pas les moindres – les mentalités et les comportements.

Difficultés économiques

L'aspect économique et financier est sans doute le plus évident en apparence, bien que pas toujours connu en détails. Beaucoup de bibliothèques sont dans une situation critique. Seuls 7 à 8 % des périodiques mondiaux et 1 % des monographies éditées sur la planète sont disponibles en Bulgarie et la fourniture de littérature grise y est très restreinte. En Hongrie, les

Pierre-Marie BELBENOIT-AVICH est membre du conseil de l'Association européenne pour l'information et les bibliothèques de santé (AEIBS) et, depuis plusieurs années, assistant-éditeur du périodique international *Health Information and Libraries* édité à Budapest.

chiffres sont respectivement de 17 % et 5 %. En 1988, les bibliothèques hongroises appartenant au secteur des sciences naturelles souscrivaient des abonnements à 1 800 titres étrangers pour 47 millions de forints. En 1989, pour 10 % de titres en moins, les coûts ont augmenté de 30 % (3).

Même les spécialistes internationaux n'ont pas accès aux périodiques de leur domaine. En 1990, en Tchécoslovaquie, deux bibliothèques seulement recevaient le périodique international *Nature*, alors qu'en France, d'après le Catalogue collectif national, ce même périodique est reçu à plus de 400 endroits et est d'un prix modique (1 400 F par an). Les bibliothèques tchécoslovaques, qui ont depuis longtemps diminué leurs abonnements aux périodiques occidentaux, sont confrontées à un problème encore plus crucial pour les livres (5).

Cette situation résulte évidemment de la forte baisse ou de l'arrêt des subventions d'Etat, mais aussi de l'impossibilité fréquente d'avoir des devises fortes (*hard currency*) pour payer les publications étrangères. En 1991, en Bulgarie, il fut décidé que les bibliothécaires ne disposeraient plus de ce type de devises, ce qui leur rendit impossible tout achat extérieur.

Si la Slovénie tire bien son épingle du jeu, c'est que le gouvernement de ce pays neuf – qui représentait la majeure partie du produit national brut de l'ancienne Yougoslavie – a décidé en particulier de promouvoir le développement universitaire et de favoriser au maximum les échanges avec l'Occident (7).

Par ailleurs, l'inflation est générale et souvent considérable. En Pologne, il est évident que les fonds ne seront pas suffisants pour mener à bien les réformes, par exemple dans le

ger pendant trois ou quatre mois seulement ou l'acquisition de trois ou quatre livres techniques anglais.

Difficultés bibliothéconomiques

Bien entendu, cette situation de faillite a des répercussions sur le fonctionnement bibliothéconomique des institutions.

Les catalogues sont encore, dans l'immense majorité des cas, sous forme papier. Cette structure est d'autant plus archaïque que les coopérations nationales ou internes à l'ancien Comecon* étaient très fortes et que tous les documents, y compris les plus anciens, sont recensés. En Pologne, il existe un catalogue collectif des périodiques depuis 1800 ; celui de Hongrie recense les périodiques postérieurs à 1700. L'informatisation y est encore au stade des balbutiements.

Les nouveaux bâtiments sont extrêmement rares. En 60 ans, une seule bibliothèque a été construite en Tchécoslovaquie. Par conséquent, les rares acquisitions doivent rester sur le sol, faute de magasins, faute aussi de personnel pour les traiter. Difficulté d'autant plus criante que les récents phénomènes politiques ont vu la récupération par les différents établissements des livres autrefois censurés.

Le nombre des demandes de prêt vers l'étranger chute pour des raisons financières

domaine universitaire. L'opinion générale y est du reste – et ce n'est pas qu'une boutade – que tout ira bien dans dix ans, mais que d'ici là on ne sait comment les choses s'amélioreront. Dans d'autres pays, l'inflation a parfois été de 200 ou 300 % par an ! Cela explique l'importance des bibliothèques considérées vraiment comme un dernier recours : l'usager ne peut pas se procurer lui-même les documents qui coûtent trop cher. Le salaire moyen hongrois permettrait l'achat d'un quotidien étran-

En Bulgarie, le stock spécial considéré comme « hostile aux travailleurs » est enfin accessible à tous et, en 1990, les bibliothécaires de Tchécoslovaquie ont récupéré 960 000 documents qui leur avaient été enlevés vingt ans auparavant. Récupérés, certes, mais comment les traiter ?

Le prêt entre bibliothèques est fortement insatisfaisant. Or la réduction

* COMECON : Council for Mutual Economic Assistance.

des budgets des bibliothèques entraîne un accroissement du besoin de coopération. « *Les bibliothèques des pays de l'Est sont loin derrière celles de l'Ouest et il ne faut pas s'attendre à ce que cette situation change, sauf si les gouvernements de ces pays veillaient à donner une technologie moderne* » (3). Bien que les scientifiques bulgares aient un accès théorique à près de 500 bases de données internationales, en fait, les bibliothèques ne peuvent leur procurer que 35 à 53 % des articles signalés ; le taux de satisfaction est de 60 % ou de 50 % en Pologne, 60 % en Tchécoslovaquie, contre 90 % en Slovénie, alors que les normes internationales fixent comme souhaitable le chiffre de 80 %. En Hongrie, seulement 2 300 titres, c'est-à-dire le quart de ce qui serait nécessaire, peuvent être trouvés sur place (4). Et cela remet en cause l'utilisation des bases de données qui fournissent des références auxquelles les chercheurs n'ont pas accès.

Ne pouvant trouver sur place ce qu'ils veulent, les bibliothécaires des pays de l'Est s'adressent à l'Occident, ce qui accroît encore leur dépendance vis-à-vis des principaux organismes comme la British Library à qui l'ancienne Yougoslavie envoyait plus de la moitié de ses demandes. La France est, en général, assez mal placée puisqu'elle ne reçoit guère que 8 % des demandes, peut-être parce qu'elle n'a pas toujours offert des tarifs réalistes ou qu'elle n'a pas su se positionner.

Le nombre des demandes de prêt vers l'étranger chute pour des raisons financières. En Tchécoslovaquie, il a diminué de 12 % en 1990 avec une baisse de 68 % du trafic en direction de l'Australie, de 52 % vers la Suisse, 28 % vers la Grande-Bretagne, 24 % vers les Pays-Bas. On le constate, ces bibliothèques sont de plus en plus isolées dans leur pauvreté. Enfin, ce prêt entre bibliothèques est très lent. De la Pologne vers la France cela pouvait prendre cent jours. Dans l'ancienne URSS, entre la Crimée et Moscou, il était préférable de prendre le train pour aller chercher le document plutôt que de le faire venir (6).

A ces dures réalités économiques ou « biblioth-économiques », s'ajoutent les bouleversements administratifs. Les anciennes structures hiérarchiques sont progressivement abandonnées et remplacées. En Bulgarie, le directeur de la Bibliothèque nationale n'est plus nommé par le Parti communiste, mais librement élu par le personnel ! Tous ceux qui, en Occident, avaient réussi à créer un réseau de relations avec leurs homologues de l'Est ont d'énormes difficultés à entrer en contact avec les nouveaux responsables d'autant que la voie postale est très lente (trois semaines entre la France et la Hongrie, par poste aérienne !) et que peu ont des téléco-

pieurs bénéficiant de télécommunications suffisamment fiables.

Par ailleurs, ceux qui ont pris en main récemment les bibliothèques sont affrontés à de telles tâches de réorganisation, de recherche de locaux ou de fonctionnement administratif qu'ils n'ont pas toujours le temps ou le loisir de tisser des liens avec l'Occident, d'autant que les efforts de pénétration menés par l'Occident de façon dispersée pour ne pas dire anarchique compliquent encore les choses.

Comme si tout cela ne suffisait pas, des rivalités politiques puissantes dressent certains pays contre d'autres et s'opposent à une coopération qui

aurait pu être celle de l'Europe de l'Est pour remettre sur pied ses bibliothèques.

Mentalités et comportements

Enfin – et cela n'est pas le plus facile – reste le problème des mentalités et des comportements. Toutes les générations qui se sont succédé depuis soixante-quinze ans et celle qui est au pouvoir actuellement ont appris à solliciter l'aide, les subsides, le matériel d'un pouvoir tout puissant. Tout venait de l'Etat et surtout tout était censé venir de l'Etat. Or, maintenant que cette source se tarit, l'habitude reste – du moins très souvent – de continuer à demander des dons de périodiques, des livres, de l'argent pour avoir, par exemple tous les titres analysés dans l'*Index Medicus Abrégé*, bibliographie médicale bien connue. Peu de voix s'élèvent dans ces régions pour dire que la question n'est pas d'avoir la quantité mais la qualité. Peu ont compris qu'il leur appartenait de prendre en mains leur destinée, certes avec l'aide de l'Occident, et non pas de recevoir, comme à Budapest, un magnifique lecteur de CD-Rom de 12 ou 15 unités, donné par des Américains.

Et s'il est un trait qui fait absolument défaut, c'est vraiment l'idée de marché. Je n'ai personnellement rencontré qu'un très petit nombre de responsables de bibliothèques qui comprenaient qu'ils pouvaient rendre leur prêt entre bibliothèques « rentable », grâce à un certain nombre de techniques simples. Sans avoir l'utopie de croire que ces pays se seraient ainsi suffi à eux-mêmes, on peut toutefois juger qu'ils auraient trouvé des ressources non négligeables. Or combien préfèrent, et surtout ne voient encore comme seule voie possible que celle du troc au lieu de l'économie de marché !

Une aide efficace et coordonnée

Ce que nos collègues attendent de nous, c'est d'abord une aide efficace et coordonnée. Un rapport sur la situation des bibliothèques médicales en Hongrie de 1990 signalait, avec un peu d'amertume, que les 40 000 livres reçus en don récemment par ce pays étaient comme d'habitude assez anciens et que, pour cette raison, ils n'avaient pas été très utiles. D'autre part, des efforts sont menés pour envoyer en don des périodiques, mais de façon si discontinuée que cela ne rend aucun service. Enfin, et on

rejoint ici les problèmes administratifs, avant d'envoyer des collections, il faut s'assurer de l'arrière-structure administrative, quitte à prévoir en détail qui sera responsable de quoi et où, comme nos collègues de Scandinavie ont dû le faire.

Par ailleurs, l'aide occidentale a été jusqu'à présent des plus dispersées, pour ne pas dire qu'elle n'est même pas coordonnée, centralisée dans chaque pays membre de la Communauté européenne. Combien d'organismes locaux ont – au gré des hasards – créé quelques liens avec tel correspondant sans arriver à intégrer cette action dans une politique globale. Il est vrai que – surtout dans d'autres pays que la France – cette aide est parfois sous-tendue d'arrière-pensées économiques de recherche de marché en matière de fourniture de documents.

Pourtant il est vrai que les pays de l'Est ont besoin d'aide : d'abord au niveau du prêt entre bibliothèques par l'octroi de tarifs préférentiels et, à

*S'il est un trait qui fait
absolument défaut,
c'est vraiment l'idée
de marché*

ce sujet, l'Association européenne pour l'information et les bibliothèques de santé mène une action de fournitures de photocopies à tarif réduit, en essayant justement de globaliser les efforts. Aide aussi au niveau des acquisitions de matériels, de livres ou de périodiques. Et, dans ces domaines, diverses lignes sont possibles : soit éparpiller ses dons de manière dispersée géographiquement ou intellectuellement sans bien savoir ce dont les collègues ont besoin ni où. L'autre solution, – et sans doute la meilleure – consisterait à harmoniser l'aide occidentale avec les plans de développement des pays d'Europe de l'Est pour leur donner ce qu'il leur faut. Il en va de même pour l'appui financier.

Il paraît essentiel que notre effort s'appuie sur des conspectus, des politiques nationales ou internationales en Europe de l'Est. Mais ces pays ne sont pas toujours capables de tracer seuls de telles lignes directrices. Ils ont besoin – et c'est un point capital – de notre savoir-faire intellectuel, technique, informatique et de nos compétences en marketing documentaire. Il ne s'agit pas d'imposer nos idées à des pays aux traditions souvent millénaires, mais nous pouvons les aider à rattraper leur retard. Cette aide se réalisera entre autres par le financement de missions d'études et de coopération internationales ou / et par des bourses accordées pour un temps long à des bibliothécaires de l'Est. Mais ceci pose aussi des problèmes psychologiques nombreux, tant la marque du rideau de fer a été profonde.

Aider ou assister ? Mais est-ce vraiment une question ? Ne nous y trompons pas. Nos collègues de l'Est ont aussi leur fierté. Il faut savoir lire derrière leurs demandes apparemment uniquement matérielles. Il ne s'agit pas de transformer cette partie du monde en nouvelles colonies. Certes plusieurs pays ne sont pas sortis du marasme économique. D'autres sont plus avancés et pourquoi ne pas parler, en terminant, de cette réalisation méconnue de la bibliothèque médicale centrale de Lubljana (Slovénie) qui a réalisé en OPAC (Online public access catalogue) son catalogue de livres et de périodiques accessible internationalement. Pour user d'un jargon technique, celui des livres est interrogeable avec troncature gauche et droite (les spécialistes apprécieront), celui des périodiques liste sur cinq ans tous les fascicules reçus. Ne nous bornons donc pas à croire seulement que l'Est a tout à apprendre de nous.

Décembre 1992

BIBLIOGRAPHIE

1. *Conference of Medical Librarians and Advisors*. 16. Debrecen (Hongrie) 1989, Budapest, Medinfo, 1989.

2. **Drbalek, J.**, « Censors leave gaps », *Nature*, 1990, 346 (6281), p. 213.

3. *East-West Information transfer : meeting on interlending and document supply between Eastern and Western Europe*, Gosen, 1991, IFLA, 1991.

4. **Fedinecz, A.B.**, *National and international medical health and social information transfer in Hungary*, 3^e Congrès de l'EAHIL, Montpellier 1992, sous presse.

5. « The great European experiment », *Nature*, 1990, 344 (6267), p. 599-620.

6. **Jones, C.A.**, « Soviet libraries in transmission », *Bull. MLA*, 1991, 79 (3), p. 326-327.

7. **Juznic, P.**, *Medical library, information sciences and wide area network in Slovenia*, 3^e congrès de l'EAHIL, Montpellier, 1992, sous presse.

8. « Lithuania's info overhaul », *Information world review*, 1992, April, p. 10.

9. **Rhine, L.**, « The Development of biomedical databases in the Soviet Union », *Bull. MLA*, 1990, 78 (2), p. 196-197.

10. **Staskevicius, A.**, « The Impact of recent political changes in Lithuania on information demand and supply », *Interlending and document supply*, Proceedings of the 2nd International conference, 1990, Londres, p. 108-110.

On pourrait ajouter à cette bibliographie plusieurs rapports soumis récemment au Conseil de l'Europe (Council for cultural cooperation) :

– **Hakly, E.**, « Cooperation among research libraries : Libraries in Central and Eastern Europe : a preliminary survey », 7 p., 1992.

Et les trois communications suivantes initialement présentées au Workshop on East-West cooperation in the sector of Research Libraries, Budapest, 29-30 juin 1992 :

– **Davies, Robert**, « Problems and needs of research libraries in Central and Eastern Europe : a new situation », 13 p.

– **Balik, V.**, « Problems and needs of Research Libraries in Central and Eastern Europe : challenges and possibilities for developing research libraries in former socialist countries », 14 p.

– **Hakly, E.**, « Proposals for the development of transfert of know-how from West to East », 3 p.